

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2024)
Heft:	5
Artikel:	L'OTAN après le sommet de Washington de 2024 : priorités pour la Pologne
Autor:	Jankowski, Dominik P.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1075544

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Toutes les photos © Forces armées polonaises.

Pologne

L'OTAN après le sommet de Washington de 2024 : Priorités pour la Pologne

Dominik P. Jankowski

Officier de renseignement de réserve, armée polonaise

En 2024, l'OTAN entrera dans sa soixante-quinzième année en tant qu'organisation engagée dans la sauvegarde de la sécurité, de la liberté et de la démocratie transatlantiques. Au cours de ces années, l'OTAN a été le forum transatlantique unique, essentiel et indispensable pour consulter, coordonner et agir sur toutes les questions liées à la sécurité individuelle et collective. Cependant, le sommet de l'OTAN de 2024 à Washington, D.C., a été bien plus qu'un simple événement de célébration. Ce sommet a marqué une étape importante dans le renforcement de l'OTAN. En effet, en 2024, l'Alliance a prouvé qu'elle s'était engagée avec succès dans la plus grande adaptation depuis la fin de la guerre froide. L'Europe centrale et orientale (ECO) joue un rôle crucial dans ce processus, car le centre de gravité politique et militaire de l'OTAN s'est déplacé vers le flanc oriental.

La Pologne a quatre grandes priorités dans le cadre du sommet de l'OTAN de 2024 :

- renforcer le soutien de l'OTAN à l'Ukraine et rapprocher l'Ukraine de l'Alliance ;
- continuer à renforcer la dissuasion et le dispositif de défense de l'OTAN ;
- élaborer une politique globale de contrainte à l'égard de la Russie, qui constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des alliés et pour la paix et la stabilité dans la région euro-atlantique ;
- aider l'OTAN à se préparer à une concurrence stratégique à long terme avec la Chine, notamment en renforçant la résilience et en préservant l'avance technologique de l'OTAN.

Ukraine

L'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance est l'option de dissuasion la moins chère et la plus crédible contre la Russie. Si l'Ukraine n'adhère pas à l'OTAN, la menace russe contre le pays persistera, tout comme la nécessité pour l'Occident de répondre à l'agression de Moscou. La seule façon d'écartier cette menace à long terme est de faire

entrer l'Ukraine dans l'OTAN et de dissuader une future invasion russe. Le sommet de Washington n'a pas débouché sur une avancée en ce qui concerne l'invitation de l'Ukraine à rejoindre l'OTAN, en raison de l'opposition des Etats-Unis, de l'Allemagne et de plusieurs autres alliés. Malgré ces limites, le sommet de l'OTAN de 2024 a envoyé un message politique clair indiquant la voie à suivre. Les Alliés ont souligné la contribution de l'Ukraine à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord et le caractère irréversible de la pleine intégration euro-atlantique de l'Ukraine, y compris son adhésion à l'OTAN. En fait, les décisions du sommet, combinées aux travaux en cours des Alliés, constituent une passerelle vers l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

A propos de l'auteur

Dominik P. Jankowski, expert polonais en politique de sécurité, diplomate et membre d'un groupe de réflexion. Il est actuellement représentant permanent adjoint à la représentation permanente de la Pologne auprès de l'OTAN. En 2023, il a été conseiller politique au bureau du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Auparavant, il a occupé de nombreux postes liés à la sécurité internationale au sein de l'administration publique (ministère des affaires étrangères, bureau de la sécurité nationale) et de l'armée (état-major général des forces armées polonaises), notamment dans les domaines de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et de la politique de maîtrise des armements. Il est diplômé de l'Université des études de guerre (2010), de l'Académie diplomatique de Vienne (2009) et de l'École d'économie de Varsovie (2008). Il est actuellement membre du groupe de travail sur la sécurité économique européenne mis en place par le Royal United Services Institute (RUSI). En 2019, il a été James S. Denton Transatlantic Fellow avec CEPA à Washington, D.C. En 2021-2022, il a été Arms Control Negotiation Academy (ACONA) Fellow avec l'Université de Harvard. Auteur de plus de 250 publications, publiées dans 20 pays à travers le monde.

Dans le même temps, la Pologne et les alliés d'Europe centrale et orientale devraient continuer à promouvoir des projets militaires pratiques à long terme avec l'Ukraine. Ces projets devraient améliorer la prévisibilité et la durabilité du soutien de l'OTAN à l'Ukraine, renforcer l'interopérabilité de l'Ukraine avec l'OTAN et offrir à l'Alliance un aperçu unique des méthodes utilisées par l'Ukraine pour lutter contre la Russie. Plusieurs projets concrets ont été approuvés au sommet de Washington et devraient être pleinement mis en œuvre d'ici le sommet de l'OTAN de 2025 à La Haye.

Premièrement, le renforcement du rôle de coordination de l'OTAN en ce qui concerne le soutien militaire à l'Ukraine. En fait, l'OTAN, par l'intermédiaire de l'Unité OTAN d'assistance et de formation à la sécurité pour l'Ukraine (NSATU), fournira et coordonnera la formation et l'assistance à la sécurité à l'Ukraine, notamment en reprenant certaines des fonctions actuellement exercées par le Centre international de coordination des donateurs et le Groupe d'assistance à la sécurité-Ukraine.

Deuxièmement, accélérer les travaux sur la feuille de route d'interopérabilité pour l'Ukraine, qui contribue à la conception de la future force ukrainienne. Cela nécessite un financement prévisible et durable, que les alliés devraient fournir par le biais de l'engagement convenu en matière d'assistance à la sécurité à long terme pour l'Ukraine.

Troisièmement, la Pologne dirige le processus de création du Centre conjoint OTAN-Ukraine d'analyse, d'entraînement et de formation (JATEC) à Bydgoszcz. En fait, le JATEC deviendra la toute première structure civilo-militaire OTAN-Ukraine, avec pour objectif d'appliquer aux plans de défense et à la formation de l'OTAN les leçons que l'armée ukrainienne tire des opérations menées contre les forces russes.

Quatrièmement, aider l'Ukraine à concevoir son architecture de défense aérienne et antimissile intégrée (IAMD). L'OTAN dispose de l'expertise nécessaire pour soutenir l'intégration de tous les éléments requis pour une capacité de DAMI et pour veiller à ce que le résultat s'appuie sur la doctrine de l'OTAN et réponde aux normes de l'OTAN en matière d'interopérabilité. Compte tenu de l'utilisation généralisée de drones et de missiles par la Russie dans le cadre de son agression contre l'Ukraine, l'Ukraine a un besoin immédiat et urgent des résultats du projet.

Cinquièmement, la Pologne et les Alliés de l'Europe centrale et orientale devraient soutenir l'exécution de la feuille de route OTAN-Ukraine sur la coopération en matière d'innovation. Cette feuille de route définit les moyens de renforcer l'écosystème d'innovation propre à l'Ukraine, dont l'OTAN pourra à terme tirer parti pour ses propres capacités à l'avenir. L'OTAN devrait donc jouer le rôle d'intermédiaire et transmettre les enseignements tirés sur des questions telles que la mise en place d'accélérateurs d'innovation dans le domaine de la défense et la transformation d'idées novatrices en entreprises.

Dissuasion et défense

Au sommet de l'OTAN de 2024, les alliés ont approuvé une série de décisions qui renforcent la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN afin de garantir la capacité de l'Alliance à dissuader et à fournir une défense avancée crédible. Sur la voie du sommet de l'OTAN de 2025 à La Haye, la Pologne devrait continuer à mener l'effort dans cinq domaines.

Premièrement, continuer à augmenter les dépenses de défense. En effet, des dépenses de défense supérieures à 2 % du PIB seront nécessaires pour combler les lacunes existantes et répondre aux besoins dans tous les domaines découlant d'un ordre de sécurité plus contesté. En fait, il faudra des années d'efforts soutenus pour reconstruire des forces qui, dans bien des cas, sont devenues bien vides. Les augmentations substantielles des dépenses de défense en cours permettent à la Pologne et à d'autres alliés de l'Europe centrale et orientale de poursuivre trois objectifs d'égale importance : reconstruire les forces au bon niveau de préparation et d'efficacité militaire ; remédier aux insuffisances de capacités dans des domaines qui avaient été négligés et se concentrer sur la reconstruction de la capacité industrielle ; et mieux préparer l'avenir en développant la prochaine génération d'équipements et de facilitateurs et en veillant à ce que l'OTAN reste compétitive dans de nouveaux domaines d'opérations tels que l'espace ou le cyberspace.

Deuxièmement, investir dans la logistique et la mobilité militaire. La Pologne et les PEKO alliés devraient améliorer et développer leurs capacités logistiques militaires, ainsi que leur écosystème d'habilitation, étayé par un ensemble intégré d'activités pangouvernementales qui soutiennent le renforcement des forces et le mouvement des approvisionnements dans la zone de responsabilité (AOR) du Commandant supérieur des forces alliées en Europe (SACEUR). En termes pratiques, la Pologne et les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient continuer à concentrer leurs efforts, entre autres, sur l'extension du système de pipelines de l'OTAN (NPS) au flanc oriental et sur la construction de couloirs de mobilité militaire. En fait, ce dernier point a déjà été entamé avec une lettre d'intention signée en janvier 2024 entre la Pologne, les Pays-Bas et l'Allemagne pour établir un corridor de mobilité militaire harmonisé.

Troisièmement, augmenter la capacité de production industrielle de défense afin de fournir les capacités nécessaires à la mise en œuvre des plans de défense régionaux, d'atteindre les objectifs de l'OTAN en matière de capacité de planification de la défense et de continuer à soutenir l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie. Concrètement, la Pologne et les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient continuer à donner la priorité à la mise en œuvre intégrale du plan d'action pour la production de défense (DPAP), qui repose sur trois piliers : agréger la demande, relever les défis de l'industrie de défense et accroître l'interopérabilité. En outre, lors du sommet de l'OTAN de 2024, les alliés ont approuvé l'engagement d'expansion de la capacité industrielle de l'OTAN, qui contribuera à

fournir les capacités les plus critiques et à renforcer l'engagement des alliés à l'égard des normes de l'OTAN.

Quatrièmement, renforcer la sécurité des infrastructures sous-marines essentielles (CUI), y compris les câbles, les pipelines et les connecteurs, dans la zone de responsabilité du SACEUR. La menace qui pèse sur les infrastructures sous-marines essentielles est réelle et se développe. La protection des infrastructures sous-marines critiques sur le territoire des alliés demeure une responsabilité nationale, ainsi qu'un engagement collectif. Par conséquent, la Pologne et les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient continuer à travailler en étroite collaboration avec l'OTAN, notamment avec le Commandement maritime de l'OTAN (MARCOM), afin de permettre une identification plus précise des activités suspectes. Les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient également utiliser le réseau CUI récemment mis en place pour améliorer la connaissance de la situation, notamment en mer Baltique et en mer Noire.

Cinquièmement, les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient continuer à souligner que les États-Unis ont besoin d'un dispositif militaire solide et à long terme en Europe, axé sur le flanc oriental, pour dissuader toute agression future de la part de la Russie. Une réduction significative des forces américaines en Europe pourrait sérieusement affaiblir la dissuasion et enhardir une Russie revancharde. Comme le suggère un rapport du Center for Strategic and International Studies, les États-Unis devraient stationner en permanence une brigade de combat blindée de l'armée américaine (ABCT) en Pologne pour renforcer la dissuasion en réponse à la menace russe à long terme. Le rapport conclut que le transfert de l'ABCT actuelle de l'opération Atlantic Resolve vers une présence permanente en Pologne devrait faire partie d'une posture 4+2 en Europe.¹

Russie

Lors du sommet de l'OTAN de 2023 à Vilnius, les alliés n'ont pas réussi à prendre des mesures décisives pour redéfinir politiquement les relations entre l'OTAN et la Russie. Le Conseil OTAN-Russie existe toujours. En fait, la Russie reste officiellement membre du programme de Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN et du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA). Le sommet de Washington a offert une occasion unique d'entamer le processus d'élaboration d'une politique globale contraignant la Russie, qui constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des alliés et pour la paix et la stabilité dans la région euro-atlantique. C'est pourquoi, pour le sommet de l'OTAN de 2025, les alliés élaboreront des recommandations sur l'approche stratégique de l'OTAN à l'égard de la Russie, en tenant compte de l'évolution de l'environnement de sécurité. Cette nouvelle



approche, que l'on pourrait également qualifier de politique d'endiguement moderne, devrait permettre d'éviter que l'ordre international fondé sur des règles ne subisse d'autres dommages. Comme le souligne James Goldgeier, "tant que l'impérialisme russe sera au cœur de la politique du Kremlin, la réponse de l'Occident devra être une version ou une autre de l'endiguement".²

Une politique globale visant à contraindre la Russie devrait avoir pour objectif de la dissuader militairement, d'augmenter le coût de son comportement déstabilisateur, mais aussi de la découpler et de l'isoler de la communauté internationale, politiquement et économiquement, jusqu'à ce que Moscou ait gagné le droit d'être à nouveau considérée comme un partenaire. L'OTAN devrait utiliser ses instruments de pouvoir militaires et non militaires pour atteindre cet objectif. Des solutions innovantes, telles que l'adoption d'un programme de dissuasion économique de l'OTAN, devraient également être envisagées. Alexander Vershbow souligne également qu'une telle politique globale "implique également d'adopter une approche patiente et à long terme de la promotion du changement interne en Russie. Bien qu'il faille peut-être attendre une génération avant qu'un tel changement ne se produise, nous devrions être prêts à agir rapidement lorsque le peuple russe lui-même exigera des dirigeants prêts à revenir sur la voie de la coopération et de l'intégration que M. Poutine a abandonnée".³

¹ Ce dispositif comprendrait quatre équipes de combat de brigade (BCT) américaines - trois BCT basées à l'avant en Pologne, en Italie et en Allemagne, ainsi qu'une BCT en rotation en Roumanie - et deux quartiers généraux de division, en Allemagne et en Pologne. Voir aussi : Jones Seth G., Daniels Seamus P., Doxsee Catrina, Fata Daniel, et McInnis Kathleen, "Forward Defense : Strengthening U.S. Force Posture in Europe," Center for Strategic and International Studies, 11 mars 2024, https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/2024-03/240311_Jones_Foreward_Defense.pdf?VersionId=3EV7s7gbMmZ3XKzumiW74AjJolzspqy.

² Goldgeier James, "No Choice but Containment," Carnegie Endowment for International Peace, 30 novembre 2023, <https://carnegieendowment.org/2023/11/30/no-choice-but-containment-pub-91149>.

³ Vershbow Alexander, "Russia policy after the war : A new strategy of containment," Atlantic Council, 22 février 2023, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/russia-policy-after-the-war-a-new-strategy-of-containment/>.



Un équipage prêt au combat devant son M1-A1 SEP V3.

résoudre les problèmes de défense et de sécurité de l'Alliance ; soutenir les écosystèmes d'innovation en matière de technologies profondes dans l'ensemble de l'Alliance ; et favoriser la réussite commerciale de son portefeuille de jeunes pousses dans le domaine des technologies profondes. Les décisions récentes d'établir le bureau régional du FNI à Varsovie et de lancer l'accélérateur DIANA à Cracovie confirment que la Pologne a un rôle important à jouer dans les efforts technologiques de l'OTAN. En fait, le DIANA et le FNI pourraient avoir un effet transformateur sur l'écosystème technologique civilo-militaire des PEKO, car ils fournissent le cadre adéquat pour se préparer à la concurrence technologique stratégique. Qui plus est, la région des PEKO pourrait consolider son rôle et sa réputation en tant que puissance technologique militaire et s'élever au rang de point focal technologique émergent de l'OTAN.

D. J.

Chine

Le sommet de Washington a encore renforcé la stratégie de l'OTAN pour répondre à la concurrence stratégique à long terme avec la Chine. Dans ce contexte, la Pologne et les alliés de l'ECO devraient continuer à investir dans la résilience nationale et collective, qui constitue une base essentielle pour une dissuasion et une défense crédibles et pour l'accomplissement efficace des tâches fondamentales de l'Alliance. La Pologne devrait montrer l'exemple en élaborant des objectifs nationaux de résilience et des plans de mise en œuvre, qui contribueront à recenser et à atténuer les vulnérabilités et les dépendances stratégiques, notamment en ce qui concerne les infrastructures critiques, les chaînes d'approvisionnement et les systèmes énergétiques. Cette approche devrait être renforcée par une planification civile plus solide, soutenant la mise en œuvre de la famille de plans de l'OTAN. Si la dimension civilo-militaire n'est pas renforcée, il risque d'y avoir un décalage entre les attentes et les réalités du soutien civil aux militaires en cas de crise ou de conflit, et vice versa. Le manque d'urgence dans le renforcement de la résilience collective en Europe mettra en péril la capacité de l'Alliance à faire face efficacement aux menaces qui se profilent à l'horizon.

Dans le même temps, la Pologne et les alliés de l'Europe centrale et orientale devraient continuer à s'engager activement dans les travaux de l'accélérateur civilo-militaire d'innovation pour la défense dans l'Atlantique Nord (DIANA) et du Fonds d'innovation de l'OTAN (NIF) afin de renforcer leur avance technologique. Le DIANA travaille directement avec des entrepreneurs de premier plan, qu'il s'agisse de jeunes pousses ou d'entreprises plus mûres, afin de résoudre des problèmes cruciaux dans le domaine de la défense et de la sécurité grâce à des technologies approfondies. Le FNI est un fonds de capital-risque qui réalise des investissements stratégiques dans des jeunes entreprises développant des technologies à double usage. Le FNI a trois objectifs stratégiques : rechercher des solutions technologiques de pointe pour

Avertissement : les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles des institutions qu'il représente.

Organisation d'une compagnie de chars de combat polonaise. Le système occidental des quatre chars par section a remplacé depuis deux décennies le système à trois chars qui a prévalu à l'époque du Pacte de Varsovie - même lorsque les chars sont des PT-91 ou T-72. Source © Battle Order.

